



MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

MISSION DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

(CCAP) - CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

MARCHE PUBLIC N° 2020-112-004

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET ET MISSIONS DU MARCHE.....	3
ARTICLE 2 - DUREE DU MARCHE	3
ARTICLE 3 – DELAIS D'EXECUTION.....	3
ARTICLE 4 – LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS	4
ARTICLE 5 – PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE	4
ARTICLE 6 – PRIX.....	5
6.1 – Actualisation des prix.....	5
6.2 – Révision des prix	5
ARTICLE 7 – DOCUMENTS REMIS - LIVRABLES.....	6
ARTICLE 8 – DECISION APRES VERIFICATION DE LA PRESTATION REMISE.....	6
8.1 – Présence du titulaire	6
ARTICLE 9 – RECEPTION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET	6
9.1 – Réception	6
9.2 – Ajournement.....	7
9.3 – Réfaction	7
9.4 – Rejet.....	7
ARTICLE 10 - REGLEMENT DES COMPTES	7
10.1 – Contenu d'une demande de paiement concernant la partie forfaitaire.....	7
10.2 – Présentation des demandes de paiement.....	8
10.3 – Acceptation de la demande de paiement	9
10.4 – Règlement, délai de paiement et intérêts moratoires	9
10.5 – Application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA).....	9
ARTICLE 11 – PÉNALITÉS.....	9
ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITE.....	10
ARTICLE 13 - SOUS-TRAITANCE.....	10
ARTICLE 14 – ASSURANCES.....	10
ARTICLE 15 – RESILIATION DU MARCHE	10
ARTICLE 16 – DROIT DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	11
ARTICLE 17 – CLAUSE COMPLEMENTAIRE	11
ARTICLE 18 – DROIT ET LANGUE	12
ARTICLE 19 – TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	12
ARTICLE 20 – PANDEMIE.....	12
ARTICLE 21 – DÉROGATIONS AU CCAG/PI.....	12

ARTICLE 1 - OBJET ET MISSIONS DU MARCHÉ

La présente consultation porte sur la réalisation d'une mission de Commissariat aux comptes pour la CCI de Vaucluse.

En effet, en application de l'article L 712-6 du Code de Commerce, les Chambres de Commerce et d'industrie sont tenues *«de nommer au moins un Commissaire aux Comptes et un suppléant choisis sur la liste mentionnée à l'article L 822-1, qui exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par les dispositions du livre II sous réserve des règles qui leurs sont propres »*.

Les obligations du Commissariat aux Comptes dans les CCI sont précisées par la norme 4.7, votée par l'Assemblée Générale de CCI France le 21 juin 2011.

A ce titre, le Commissaire aux Comptes effectue le contrôle légal (surveillance, vérification de la pertinence, de la régularité et de la sincérité des comptes) et la certification légale des comptes financiers de la CCI de Vaucluse dans les conditions prévues par les lois et décrets en vigueur et des règles propres aux Chambres de Commerce et d'Industrie.

En complément de ces missions, il est demandé au commissaire aux comptes d'effectuer les prestations suivantes :

- Certification des comptes de services de la CCI en fonction des demandes des organismes de contrôle (Centre de Formation des Apprentis, Port...).
- Certification d'états de dépenses pour des opérations conventionnées avec les pouvoirs publics et les collectivités.

La qualité des fournitures livrées et/ou des prestations servies par le titulaire du marché - quel qu'en soit l'objet - participe pour la CCI de Vaucluse à un enjeu majeur de réussite au regard de son engagement dans une démarche Qualité ayant conduit à l'obtention du certificat ISO 9001 version 2008 la totalité des prestations qu'elle délivre à sa clientèle.

ARTICLE 2 - DUREE DU MARCHÉ

La durée du marché correspond à la durée légale d'un mandat de Commissariat aux comptes, soit 6 exercices.

Toutefois, en cas de manquements graves, dûment constatés, du titulaire à ses obligations, le marché pourra être résilié conformément aux stipulations du CCAG-P.I.

Le marché pourra également être résilié par l'une des parties dans les conditions fixées au Cahier des Clauses Administratives Particulières du présent marché.

ARTICLE 3 - DELAIS D'EXECUTION

Le Commissaire aux comptes effectuera le contrôle des comptes au titre des exercices 2020, 2021, 2022, 2023, 2024 et 2025 à compter de sa nomination par l'Assemblée Générale de la CCI de Vaucluse.

Les prestations s'exécuteront jusqu'à l'arrêté des comptes de l'exercice 2025, à l'issue de la dernière Assemblée Générale d'approbation des comptes 2025 et après remise des rapports généraux.

Au cours du mois de septembre de l'année faisant l'objet de la certification, le calendrier d'intervention de commissaire aux comptes doit être transmis à la Direction Financière de la CCI de Vaucluse.

La mission annuelle d'audit des comptes sociaux devra débuter par une mission d'intérim définie par le commissaire aux comptes. Cette mission se déroule habituellement au cours du dernier trimestre faisant l'objet de la certification.

La mission générale, portant sur les comptes individuels et les comptes du CFA de l'année N, devra intervenir entre février et avril de l'année N+1, afin de pouvoir les présenter aux assemblées générales qui se tiennent entre mars et juin au plus tard de l'année N+1.

ARTICLE 4 - LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS

La prestation s'exécute dans le Département du Vaucluse, sur l'ensemble des sites de la CCI de Vaucluse, à savoir :

- Hôtel consulaire
CCI de Vaucluse - 46 cours Jean Jaurès - 84000 Avignon
- Campus
Campus - Allée des Fenaisons - 84000 Avignon
- Port commercial fluvial
Port de commerce - Zone Portuaire 84130 Le Pontet

ARTICLE 5 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Ce dossier comprend l'ensemble des pièces suivantes :

- **1 R.C.** (Règlement de la Consultation),
 - **1 ATTRI 1** (acte d'engagement),
 - **1 Formulaire DC1** selon dernière mise à jour,
 - **1 Formulaire DC2** selon dernière mise à jour,
 - **1 DUME** (Document Unique de Marché Européen),
 - **1 C.C.A.P.** (Cahier des Clauses Administratives Particulières), à accepter sans modification, ni rature et réserve. Il n'a pas à être joint.
 - **1 CCTP** Cahier des Clauses Techniques Particulières à accepter sans modification, ni rature et réserve. Il n'a pas à être joint.
 - La **Décomposition du Prix Global et Forfaitaire** (D.P.G.F.)
 - Le **Bordereau des prix unitaires** (BPU).
-
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles¹ approuvé par arrêté ministériel le 19 janvier 2009 et publié au Journal Officiel le 19 mars 2009.

¹ Arrêté du 19 janvier 2009 portant approbation du **C.C.A.G. des marchés publics de prestations intellectuelles**, accessible gratuitement sur <http://www.legifrance.gouv.fr/> ou bien sur http://www.minefe.gouv.fr/themes/marches_publics/accueil-daj.htm

ARTICLE 6 - PRIX

Des prestations relatives à la DPGF (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire) qui sont rémunérées par l'application d'un prix global et forfaitaire,

Des prestations relatives au BPU (Bordereau des Prix Unitaires : (BPU : prestations complémentaires prévues dans le CCTP, Article 3.2) qui s'exécutent sur bons de commande, sans minimum ni maximum, émises en fonction des besoins du pouvoir adjudicateur et établies sur la base de prix unitaires.

Les prestations intellectuelles faisant l'objet du marché sont réglées par l'application des prix :

- Forfaitaires et globaux dont le montant est indiqué à la DPGF pour les prestations légales de commissaires aux comptes et la mission générale décrites au C.C.T.P. : Ils sont stipulés définitifs et révisables.

Les prestations font l'objet d'une description dans la D.P.G.F. en phases techniques d'exécution indiquant le temps et les délais prévisionnels nécessaires à leur exécution, et décomposée par compétences et éléments de missions.

Ces prix s'entendent pour des prestations exécutées suivant toutes les règles de l'art et en conformité avec les indications et stipulations du marché et aux divers documents qu'il vise le cas échéant.

- Unitaires (BPU).

6.1 - Actualisation des prix

Les prix constitutifs de l'offre du candidat sont stipulés non actualisables.

6.2 - Révision des prix

Les prix du marché sont révisables en vertu des dispositions suivantes :

6.2.1 - Dates de révision :

Les prix du présent marché sont révisables au 1^{er} juillet de chaque début d'exercice, et pour la première fois au 1^{er} juillet 2021 et la dernière fois le 1^{er} juillet 2025.

6.2.2 - Formule de révision :

La révision en cause sera effectuée par l'application de la formule de révision paramétrique ci-dessous composée notamment de deux indices, chacun d'eux étant affecté d'un coefficient représentant le poids relatif de l'indice en question.

Ainsi la révision s'effectuera comme suit :

$P = P_o \times \text{Indice SYNTEC du mois de MAI de l'année de révision} / \text{Indice SYNTEC du mois de MAI de l'année 2020 (dernier indice publié au 1er juillet 2020 date du début d'exercice)}$

Formule dans laquelle :

P = prix de règlement révisé

P_o = Prix initial de la première année

Les prix sont établis au jour de la date de remise des offres. Les révisions de prix s'appliquent sur la base des indices connus aux dates ci-dessus mentionnées.

6.2.3 - Clause « butoir » :

Une clause « butoir » est instituée ainsi qu'il suit : il est expressément convenu et accepté par le candidat que la révision des prix initiaux du marché est plafonnée à **3 %** l'an.

Dans le cas où la révision devrait être supérieure, le marché resterait régulièrement exécutable par le titulaire avec l'application maximale de ce taux-plafond.

ARTICLE 7 - DOCUMENTS REMIS - LIVRABLES

Les documents suivants : les études marketing, les supports techniques de formation, les enquêtes de satisfaction des clients, l'étude au titre de la politique tarifaire seront remis sur supports informatiques.

ARTICLE 8 - DECISION APRES VERIFICATION DE LA PRESTATION REMISE

8.1 - Présence du titulaire

En complément à l'article **26** - alinéa **26.5** - du CCAG-PI, il est stipulé que les opérations de vérification - lors desquelles le titulaire peut être présent ou représenté - auront lieu **au jour et à l'heure** des prestations, sauf communication faite au titulaire par l'acheteur d'un autre jour et d'une autre heure attachés à ces opérations.

En conséquence, le titulaire est donc réputé avoir été dûment avisé des jours et heures fixés pour les opérations de vérification.

ARTICLE 9 - RECEPTION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET

L'ensemble des dispositions de l'article **27** du CCAG-PI sont applicables sous réserve des dérogations éventuelles, ci-après explicitées, concernant les délais mentionnés.

9.1 - Réception

En application de l'article **28** - alinéa **28.1** - du CCAG-PI, la date de notification de la décision de réception des prestations constitue le **point de départ du délai de garantie**.

La réception, sous réserve des vices cachés, prend effet à la date de notification au titulaire de la décision de réception ou, en l'absence de cette décision, dans un délai fixé à compter de la date de la livraison.

En application de l'article **26** – alinéa **26.2** - du CCAG-PI, ce délai est de **2** mois.

9.2 - Ajournement

9.2.1 - A compter de la décision du pouvoir adjudicateur d'ajourner la réception des prestations, le titulaire dispose d'un délai pour présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur ces prestations après mises au point.

En application de l'article **27** – alinéa **27.2.1** - du CCAG-PI, ce délai est de **15** jours.

9.2.2 - A compter de la notification de la décision d'ajournement, le titulaire dispose d'un délai pour faire connaître son acceptation.

En application de l'article **27** – alinéa **27.2.1** - du CCAG-PI, ce délai est de **10** jours.

9.2.3 - En cas de non acceptation par le titulaire (refus ou silence gardé par lui pendant le délai mentionné à l'alinéa **9.2.2** du présent article), le pouvoir adjudicateur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter dans un délai courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai d'acceptation. Le silence du pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai vaut décision de rejet des prestations.

En application de l'article **27** – alinéa **27.2.1** - du CCAG-PI, ce délai est de **15** jours.

9.2.4 - A compter de la notification de la décision d'ajournement, le titulaire dispose d'un délai pour enlever les biens ayant fait l'objet de cette décision. Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire.

En application de l'article **27** – alinéa **27.2.7** - du CCAG-PI, ce délai est de **15** jours.

9.2.5 - En application de l'article **27** – alinéa **27.2.2** - du CCAG-PI, les fournitures ajournées, dont la garde dans les locaux du pouvoir adjudicateur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

9.3 - Réfaction

Lorsque le pouvoir adjudicateur envisage de procéder à la réception des prestations avec réfaction de prix, le titulaire en est préalablement informé et dispose d'un délai pour présenter ses observations.

En application de l'article **27** – alinéa **27.3** - du CCAG-PI, il est stipulé que ce délai sera de **15** jours au maximum à compter de la notification de cette intention.

9.4 - Rejet

A compter de la notification de la décision de rejet, le titulaire dispose d'un délai pour enlever les biens ayant fait l'objet de cette décision. Passé ce délai, les biens rejetés peuvent être évacués ou détruits par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire.

En application de l'article **27** – alinéa **27.4.3** - du CCAG-PI, ce délai est d'un **mois**.

ARTICLE 10 - REGLEMENT DES COMPTES

10.1 - Contenu d'une demande de paiement concernant la partie forfaitaire

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article **11.4** du C.C.A.G.-P.I.

Les demandes de paiement, outre les mentions légales, porteront les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du contrat ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- le montant des fournitures admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-PI ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les auto-entrepreneurs relevant du régime fiscal de la micro-entreprise).

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Les prestations relatives aux missions de commissariat aux comptes telles que définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières, seront payées après production du ou des livrables attendus à l'issue de chacune.

Les demandes de paiement devront être adressées :

- soit par courrier en trois exemplaires (1 original et 2 copies) à l'adresse suivante : CCI VAUCLUSE - Direction des finances 46 Cours Jean Jaurès - BP 70158 - 84008 Avignon cedex 01

- soit par voie dématérialisée sur le site CHORUS PRO avec un identifiant structure / 188 400 014 000 18

Les références précises relatives au code service et au numéro d'engagement seront communiquées au moment de la notification et à l'émission de chaque bon de commande.

- En cas de cotraitance,
- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations,
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article **12.1** du C.C.A.G.-P.I.

10.3 - Acceptation de la demande de paiement

La CCI pourra demander au titulaire toutes les précisions nécessaires avant de procéder au règlement des sommes demandées. Le titulaire s'engage à lui fournir tous les renseignements nécessaires sur les prix mentionnés et les demandes de paiement présentées.

10.4 - Règlement, délai de paiement et intérêts moratoires

L'ATTRI 1 et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

Le règlement des sommes dues au titre du marché s'effectuera dans un délai global de trente jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Tout dépassement du délai fait courir de plein droit et sans autres formalités des intérêts moratoires au profit du bénéficiaire du règlement ainsi que le versement automatique d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante Euros.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

10.5 - Application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

ARTICLE 11 - PÉNALITÉS

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison tel qu'organisé par le calendrier remis par le titulaire est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable des pénalités calculées de la manière suivante : pénalité égale à **5 %** de la valeur des prestations pénalisées par jour de retard.

ARTICLE 12 - CONFIDENTIALITE

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

La sanction encourue en cas de non-respect de ces obligations est la résiliation pour faute du marché dans les conditions de l'article **32.1** du CCAG PI.

ARTICLE 13 - SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut présenter à la CCI un ou plusieurs sous-traitants durant l'exécution du marché. Dans ce dernier cas, le sous-traitant ne peut commencer l'exécution des prestations qui lui sont confiées par le titulaire avant que le titulaire ait demandé et obtenu préalablement du pouvoir adjudicateur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

ARTICLE 14 - ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 15 - RESILIATION DU MARCHE

Le marché pourra être résilié en application de l'ensemble des dispositions prévues par le chapitre **7** du CCAG/PI.

Par dérogation à l'article **33** du CCAG-PI, l'indemnité en cas de résiliation pour motif d'intérêt général sera réduite à 1%.

ARTICLE 16 - DROIT DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Il est fait application des dispositions de l'article **B 25** du CCAG/PI.

Résultats cédés à titre exclusif : on entend par résultats, les prestations commandées et livrées dans le cadre du marché.

Conformément à l'article **B.25** du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur, peut librement utiliser et publier les résultats même partiels des prestations nonobstant les droits de la propriété intellectuelle de l'étude.

Le titulaire ne peut faire aucun usage commercial des résultats, sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire cède au pouvoir adjudicateur les droits d'usage, de reproduction, d'adaptation et de représentation des éléments conçus dans le cadre du marché, sans limitation de lieu, d'étendue et de destination, et ce jusqu'en juin 2026.

Il est précisé le contenu de ces droits :

- le droit d'usage : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exploiter l'ensemble des contenus produits dans le cadre du marché ;
- le droit de reproduction : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de reproduire ou de faire reproduire l'ensemble des contenus produits dans le cadre du marché, sur tout support, notamment papier, magnétique, numérique ou tout autre support informatique ou électronique, connu ou inconnu à ce jour, actuel ou futur, et ce sans limitation de nombre ;
- le droit d'adaptation : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'adapter, de faire adapter l'ensemble des contenus produits dans le cadre du marché, de les faire évoluer, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, et sur tous supports mentionnés au précédent paragraphe ;
- le droit de représentation : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de représenter l'ensemble des contenus produits dans le cadre du marché, de les diffuser ou de les faire diffuser, de quelque manière que ce soit, par tout procédé, quel qu'il soit, connu ou inconnu à ce jour, et notamment par tous réseaux de télécommunications, actuels ou futurs, et ce sur tout support et en tout format, directement ou par l'intermédiaire d'un tiers ou organisme.

Le titulaire ne peut faire aucun usage commercial des résultats sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 17 - CLAUSE COMPLEMENTAIRE

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2142-1 et R.2162 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article L.2125-1 du Code de la commande publique, il sera résilié aux torts du titulaire.

Pièces à fournir tous les 6 mois dans le cadre de l'exécution du marché :

En application de la réglementation des Marchés Publics, le titulaire devra fournir tous les 6 mois, dans le cadre de l'exécution du présent marché, les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail, dont une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale relative à la situation de l'entreprise il y a moins de six mois.

ARTICLE 18 - DROIT ET LANGUE

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Nîmes est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

ARTICLE 19 - TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Pour l'exécution du marché public, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du RGPD est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché.

ARTICLE 20 - PANDEMIE

En cas de poursuite de la pandémie la CCI pourra imposer des règles spécifiques.

Ces règles pourront se substituer à celles du présent CCAP sans aucune contestation possible.

Il appartiendra donc au titulaire du marché de fournir son plan d'organisation pour y faire face.

ARTICLE 21 - DÉROGATIONS AU CCAG/PI

Articles CCAP	<u>DEROGE</u>	COMPLEMENTS	Article CCAG/PI
8.1		X	26.5
15	X		33